

*Initiatives ministérielles*

**L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean):** Monsieur le Président, sur l'ensemble des revendications de la coalition, je pense que je peux dire que nous sommes tous d'accord. Toutefois, il y a des nuances. Je sais que même au sein de la coalition, il y a des discussions amicales sur la question de savoir s'il faudrait retirer les troupes canadiennes immédiatement, définitivement? D'autres pensent que non, il faut les y laisser pour assurer l'efficacité du blocus et c'est notre opinion à nous en général. Mais la ligne générale, c'est oui.

Le Québec est-il société distincte par le fait qu'il est plus pour la paix que d'autres peuples? Je ne sais pas, monsieur le Président. Je pense que tous les peuples du monde sont à peu près pacifiques. Il y a peu de peuples—je crois même que le peuple irakien est un peuple qui voudrait la paix mais je ne crois pas que ses dirigeants le lui permettent maintenant. Je crois que le Québec est une société pacifique qui est consciente de ses responsabilités, mais je ne crois pas que nous ayons l'apanage du pacifisme et du respect de la paix. Nous n'avons pu assister à cette manifestation parce que nous avons un caucus, mais nous avons rencontré les gens de la coalition aussitôt après et nous avons eu l'occasion d'échanger avec eux. Je dois dire que c'est une rencontre qui a été extrêmement profitable pour nous.

• (2200)

**M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis):** Monsieur le Président, un simple commentaire puisque c'est ce qu'on nous demande et je sais que le temps s'écoule très rapidement. Je veux sans aucun détour, sans aucune restriction, remercier l'honorable député pour le discours qu'il vient de nous tenir. C'est un discours qui a élevé le ton, qui a élevé le débat. Cela s'est fait sans partisanerie et je ne peux faire autrement que d'être très sensible à ce que l'honorable député vient de dire à cette Chambre, puisque depuis tellement d'années, je crois qu'une des questions qui aurait dû être immédiatement mise à l'ordre du jour international c'est cette conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient. Que de meurtres, que de tragédies auraient été évités.

On peut remonter si vous voulez jusqu'au 29 novembre 1947, lorsque par une décision des Nations Unies, il a été décidé de créer deux États sur la terre palestinienne. Je reconnais cette décision de mon pays du 29 novembre 1947 de créer deux États, c'est-à-dire un État israélien avec tous les droits auxquels un État a le droit de s'attendre: protection, reconnaissance, acceptation, mais à la condition aussi qu'on veuille bien créer l'autre.

Et je suis à même de vous dire que demain, probablement, ou après demain, je toucherai à ce sujet-là et je serai hautement inspiré en relisant le discours de l'honorable député parce qu'il a touché à peu près tous les points qui depuis 25 ans ont attiré mon attention. Je suis très heureux de dire, qu'enfin, on dit que souvent on pêche dans le désert, mais je ne le crois pas. Quiconque a vraiment, et je ne veux pas faire de partisanerie, ni gouvernementale, ni de l'opposition, mais je pense que le temps est venu pour quiconque cherche véritablement la paix là-bas, de s'adresser directement à toutes les questions qui ne font que pourrir et s'additionner.

On pourrait faire une thèse très facilement, et c'est l'honorable député qui m'en a inspiré, parce que je l'ai écouté attentivement, parce que si on reprend tous les grands problèmes du Moyen-Orient actuellement, on peut les relier les uns et les autres et remonter jusqu'à la source de cette grande injustice qui doit un jour finalement finir par trouver justice, et c'est-à-dire par le truchement d'une conférence internationale. Et je suis très heureux et honoré d'avoir entendu l'honorable député de dire que cet homme, M. Pearson. . . Moi, vous savez je regrette pour ceux qui sont venus après lui, mais j'ai toujours identifié ma vie parlementaire avec M. Pearson. Peut-être parce qu'on s'identifie plus à la personne sous laquelle on a été élu. Je me suis toujours. . .

[Traduction]

Je me suis toujours défini comme un fils spirituel de Pearson.

[Français]

En politique internationale, j'ai toujours eu ce plaisir de m'identifier à M. Pearson et l'hommage que l'honorable député a rendu à M. Pearson a dénoté, en plus d'un manque de partisanerie, a dénoté quand même une connaissance de l'Histoire du Canada et je veux l'en remercier.

**M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est):** Je vous remercie, monsieur le Président. Je voudrais aussi appuyer le député de Saint-Denis sur ce qu'il vient de dire. Je pense que le député qui a prononcé le discours a vraiment touché le point essentiel qui prévaut actuellement au Moyen-Orient, c'est-à-dire l'injustice qui a existé là depuis des années. On a demandé une conférence internationale sur la paix. On aurait dû la faire depuis bien longtemps. Aussi longtemps que cette conférence n'aura pas lieu, je pense bien qu'il sera très difficile d'avoir une solution au problème. Je pense que le Canada, qui est un pays qui a toujours prôné la paix au monde, a une obligation d'être un leader dans ce domaine. Nous ne sommes pas un pays qui a une histoire d'envahir d'autres pays. La résolution du gouvernement ce soir qui est devant nous propose une carte blanche pour que le gouvernement puisse entrer en conflit au Moyen-Orient.